



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.676/VR
du 5 février 2013

sur

un avant-projet de loi 'adaptant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme en vue de le transformer en un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.676/VR
van 5 februari 2013

over

een voorontwerp van wet 'tot aanpassing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding met het oog op de omvorming ervan tot een federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel'

Le 28 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Égalité des chances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'adaptant la loi du 15 février 1993 créant un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 5 février 2013. Les chambres étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président et Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Johan PUT, assesseurs, Wim GEURTS et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section et Wouter PAS, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 février 2013.

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 28 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Gelijke Kansen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot aanpassing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding met het oog op de omvorming ervan tot een federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 5 februari 2013. De verenigde kamers waren samengesteld uit Marnix VAN DAMME Kamervoorzitter, voorzitter en Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, staatsraden, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Johan PUT, assessoren, Wim Geurts en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur afdelinghoofd et Wouter Pas, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 februari 2013.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet de loi à l'examen modifie substantiellement la loi du 15 février 1993 'créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme' aux fins que l'institution exclusivement fédérale qu'elle met en place voie ses compétences réduites aux missions définies par l'article 2 en projet, à savoir « veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers », « éclairer les pouvoirs publics sur la nature et l'ampleur des flux migratoires » et « stimuler la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains ».

Les deux premières missions ainsi recensées seront menées, selon l'article 2 en projet, « dans un esprit de dialogue et de concertation avec tous les acteurs publics et privés concernés par la politique d'accueil et de migration des immigrants ». La dénomination de cette institution fédérale s'en trouve modifiée – il s'agira du « Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains » (ci-après le « Centre fédéral ») – et l'intitulé de la loi précitée du 15 février 1993 est adapté en conséquence. Les autres compétences et missions autrefois dévolues à l'institution fédérale créée par la loi précitée du 15 février 1993 seront pour leur part exercées par le « Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations » (ci-après le « Centre interfédéral »), créé par l'accord de coopération à propos duquel est rendu, ce même jour, l'avis 52.675/VR¹.

L'article 5 de l'avant-projet prévoit que le Centre fédéral pourra ester en justice dans le cadre des litiges résultant de l'application de la loi du 13 avril 1995 'contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et du trafic des êtres humains', ainsi que de toute autre loi qui, s'inscrivant dans le cadre des missions du Centre fédéral, sera désignée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

A. La compétence du législateur fédéral et l'insertion du Centre fédéral dans son environnement institutionnel

2. Ainsi que l'a rappelé l'assemblée générale du Conseil d'État dans son avis 48.858/AG donné le 7 décembre 2010²,

« Il n'appartient [...] pas au législateur fédéral de créer et d'organiser une institution ayant vocation à interférer, fut-ce partiellement, dans les compétences des entités fédérées »³.

¹ Avis 52.675/VR donné le 14 février 2013 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération du 23 juillet 2012 visant à créer un Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations'.

² Avis 48.858/AG donné le 7 décembre 2010 sur une proposition de loi 'créant une Commission fédérale des droits de l'Homme' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 53-418/2, p. 10).

De ce point de vue, le caractère particulièrement large de la définition des missions du Centre fédéral, telle que contenue à l'article 2 en projet, suscite une double difficulté.

D'une part ⁴, ces missions, non autrement précisées, sont susceptibles de recouper, au moins en partie, la matière de la « politique d'accueil et d'intégration des immigrés », laquelle est pourtant attribuée aux Communautés par l'article 5, § 1^{er}, II, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ⁵.

D'autre part, il convient de rappeler que, selon la jurisprudence désormais bien établie de la Cour constitutionnelle et de la section de législation du Conseil d'État, « les droits de l'homme ne forment pas une matière en soi mais relèvent de la compétence de l'autorité fédérale ou des entités fédérées, selon la compétence exercée » ⁶. Ce qui vaut pour la matière des droits de l'homme en général, vaut entre autres pour les « droits fondamentaux des étrangers », tels que visés par l'article 2 en projet : l'aménagement, la limitation, la protection et la promotion de ceux-ci ne forment donc d'aucune manière une compétence exclusive de l'autorité fédérale.

Indépendamment de ces difficultés en termes de répartition des compétences entre l'État, les communautés et les régions, mais non sans lien avec celles-ci, survient un autre problème résultant de l'absence de démarcation nette entre les missions du Centre fédéral mis en place par l'avant-projet à l'examen et les missions du Centre interfédéral mis en place par l'accord de coopération précité.

Aux termes de l'article 3, § 1^{er}, a), dudit accord en effet, le Centre interfédéral a notamment pour mission « de combattre toute forme de discriminations, de distinction, d'exclusion, de restriction, d'exploitation ou de préférence fondée sur [...] la nationalité [...] ». Pareille mission semble *a priori* pouvoir être incluse dans la mission plus globale consistant à « veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers », laquelle incombe pourtant, selon l'article 2 en projet, au Centre fédéral.

À l'estime du Conseil d'État, il convient, aux fins de réduire les difficultés ainsi aperçues, d'opter pour l'une des deux voies suivantes ⁷. Soit le dispositif et l'exposé des motifs de l'avant-projet à l'examen sont revus en manière telle que les missions du Centre

³ Voir l'avis 48.892/AG donné le 7 décembre 2010 sur une proposition de loi 'visant à créer un Centre de promotion de la diversité linguistique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 53-435/2, p. 9 : « De même, en dehors de tout contexte lié aux droits fondamentaux et aux libertés, lorsqu'un niveau de pouvoir crée un organisme chargé de missions incitatives dans un certain nombre de matières et tend ainsi à concrétiser l'effectivité des politiques menées dans ce cadre, ces missions doivent relever de ses compétences »).

⁴ Voir en ce sens l'avis 48.892/AG précité, pp. 11 et 12.

⁵ En application de ce qu'autorise l'article 138 de la Constitution, l'exercice de cette compétence a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. Voir l'article 3, 7°, du décret II du 19 juillet 1993 'attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

⁶ Avis 48.858/AG précité, p. 9 et les nombreuses références citées aux notes 27, 28 et 29.

⁷ Voir également l'avis 48.892/AG précité, p. 13.

fédéral soient plus nettement délimitées, tant par rapport aux matières qui relèvent de la compétence des communautés et régions que vis-à-vis des missions confiées par l'accord de coopération au Centre interfédéral. Soit l'architecture de la réforme concrétisée par l'avant-projet à l'examen et par l'accord de coopération est elle-même fondamentalement revue, ce qui pourrait se traduire par la renonciation à créer un Centre fédéral à côté du Centre interfédéral, et une intégration, dans les missions dévolues au second, des missions que l'avant-projet à l'examen envisage de confier au premier.

B. La nécessité d'adaptations législatives ultérieures

3. Ainsi qu'il a été signalé ci-dessus, l'avant-projet à l'examen n'abroge pas la loi précitée du 15 février 1993, mais transforme celle-ci en loi 'créant un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains'.

Cette méthode ne s'accompagne toutefois pas des adaptations qui doivent nécessairement être apportées dans d'autres actes législatifs, plus précisément dans la loi du 30 juillet 1981 'tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie' et dans la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination'.

L'article 31 de la loi précitée du 30 juillet 1981 et l'article 29 de la loi précitée du 10 mai 2007 habilitent « le Centre » à ester en justice dans les litiges auxquels l'application des lois respectives peuvent donner lieu⁸. Par ailleurs, selon la définition de l'article 4 de ces deux lois, le Centre visé est chaque fois le « Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, créé par la loi du 15 février 1993 ».

Par conséquent, il faudra faire référence au nouveau Centre interfédéral, créé par l'accord de coopération.

Une observation analogue peut être formulée pour l'article 4 de la loi du 23 mars 1995 'tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale', étant entendu qu'il y est seulement question du centre, sans référence à la loi précitée du 15 février 1993.

L'article 32*duodecies*, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail' doit également être modifié, en tant qu'il évoque le droit d'action en justice du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, dans les litiges qui ont trait aux domaines visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la loi précitée du 15 février 1993.

⁸ Article 29 de la loi précitée du 10 mai 2007, à l'exception des litiges basés sur une discrimination fondée sur la langue.

Il y aura également lieu à adaptation, en vue de prendre en compte le nouvel intitulé de la loi précitée du 15 février 1993 et/ou la nouvelle dénomination de l'institution créée par l'accord de coopération :

- de l'article 57, § 1^{er}, 17^o, de la loi de principes du 12 janvier 2005 'concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus' ;

- de l'article 26, alinéa 3 et 4, de la loi du 13 mai 1999 'portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police' ;

- de l'article 32, § 2, 4^o de la loi du 22 mars 1999 'portant diverses mesures en matière de fonction publique' ;

- de l'article 8, § 7, de la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

4. Selon l'article 1^{er} de l'avant-projet, celui-ci doit être traité selon la procédure bicamérale intégrale. Or, l'avant-projet ne contient aucune disposition relevant de cette procédure⁹. L'article 1^{er} doit dès lors viser l'article 78 de la Constitution.

Article 5

5. L'article 3, alinéa 2, 5^o, en projet, de la loi précitée du 15 février 1993 habilite le Roi à étendre, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, la liste des lois en vue de l'application desquelles le Centre fédéral pourra ester en justice. L'habilitation ainsi conférée est trop imprécise et trop large, n'étant encadrée que par une référence aux missions tout aussi larges et peu définies que l'article 2 en projet assigne au Centre fédéral¹⁰. Nombre de lois fédérales semblent en effet pouvoir s'inscrire, en tout ou partie, dans la problématique de la

⁹ Tel est également le cas de l'article 5 de l'avant-projet de loi : le régime relatif au droit d'ester en justice ne peut être considéré comme relevant de « l'organisation des cours et tribunaux », au sens de l'article 77, alinéa 1^{er}, 9^o, de la Constitution.

¹⁰ Comme l'a déjà rappelé la section de législation du Conseil d'État, « une délégation excessive au Roi ne devient pas pour autant admissible lorsque l'arrêté royal est soumis à la formalité de la délibération en Conseil des ministres, comme il est prévu en l'espèce » (avis 48.892/AG précité, p. 15 ; avis 41 360/4 donné le 23 octobre 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 22 janvier 2007 'modifiant la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires et la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime' (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 2746/1).

protection des droits fondamentaux des étrangers. L'exposé des motifs et le dispositif de l'avant-projet à l'examen seront donc revus aux fins que l'habilitation ainsi conférée soit mieux précisée.

Article 9

6. La date d'entrée en vigueur de la loi en projet fait défaut. Si l'intention des auteurs de l'avant-projet est de suivre les règles usuelles d'entrée en vigueur (le dixième jour suivant la publication au *Moniteur belge*), mieux vaut omettre l'article 9. Il est également possible d'aligner la date d'entrée en vigueur sur la date d'entrée en vigueur de l'avant-projet de loi à propos duquel l'avis 52.675/VR précité est donné.

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het voorliggende voorontwerp van wet wijzigt grondig de wet van 15 februari 1993 ‘tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding’, waarbij de bevoegdheden van de exclusief federale instelling die het wetsontwerp opricht beperkt worden tot de taken bepaald bij het ontworpen artikel 2, te weten “waken over het respect van de grondrechten van de vreemdelingen”, “de overheid [...] informeren over de aard en de grootte van de migratiestromen” en “de bestrijding van de mensenhandel en de mensensmokkel [...] stimuleren”.

De eerste twee aldus omschreven taken worden volgens het ontworpen artikel 2 uitgevoerd “in een geest van dialoog en overleg met alle overheidsactoren en private actoren die betrokken zijn bij het opvang- en integratiebeleid van de immigranten”. Aldus wordt de benaming van deze federale instelling gewijzigd – ze zal “federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen mensenhandel” heten (hierna het “federaal Centrum” genoemd) – en het opschrift van de voornoemde wet van 15 februari 1993 wordt dienovereenkomstig aangepast. De overige bevoegdheden en taken die voorheen waren toegewezen aan de federale instelling opgericht bij de voornoemde wet van 15 februari 1993 zullen hunnerzijds worden uitgevoerd door het “interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme” (hierna het “interfederaal Centrum” genoemd), opgericht bij het samenwerkingsakkoord waarover heden advies 52.675/VR wordt uitgebracht¹.

Artikel 5 van het voorontwerp bepaalt dat het federaal Centrum in rechte kan optreden in het kader van alle rechtsgeschillen die voortkomen uit de toepassing van de wet van 13 april 1995 ‘houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensensmokkel’, alsook van iedere andere wet die wegens haar verband met de taken van het federaal Centrum aangewezen wordt bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. Bevoegdheid van de federale wetgever en inpassing van het federaal Centrum in zijn institutioneel bestel

2. De algemene vergadering van de Raad van State heeft in haar advies 48.858/AV, gegeven op 7 december 2010, het volgende opgemerkt:²

“Het komt [...] niet aan de federale wetgever toe om een instelling op te richten en te organiseren die bedoeld is om, zij het gedeeltelijk, zich te mengen in de bevoegdheden van de deelgebieden”.³

¹ Advies 52.675/VR van 14 februari 2013 over een voorontwerp van wet ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tot oprichting van een interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme’.

² Advies 48.858/AV van 7 december 2010 over een wetsvoorstel ‘tot instelling van een Federale Mensenrechtencommissie’ (*Parl. St. Kamer*, 2010-11, nr. 53-418/2, 10).

Uit dat oogpunt doet de bijzonder ruime definitie, vervat in het ontworpen artikel 2, van de taken van het federaal Centrum twee problemen rijzen.

Enerzijds⁴ kunnen die taken, die niet nader worden gepreciseerd, ten minste gedeeltelijk de aangelegenheid overlappen van het “beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen”, dat bij artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ nochtans aan de gemeenschappen is toegewezen.⁵

Anderzijds moet eraan herinnerd worden dat volgens de thans ruimschoots gevestigde jurisprudentie van het Grondwettelijk Hof en van de afdeling Wetgeving van de Raad van State “[d]e rechten van de mens en de bestrijding van vormen van discriminatie, die daarvan wezenlijk deel uitmaakt, [...] geen zelfstandige aangelegenheid [vormen], maar ressorteren onder de federale overheid of onder de deelentiteiten, naargelang van de uitgeoefende bevoegdheid”.⁶ Wat geldt voor de aangelegenheid van de rechten van de mens in het algemeen, geldt onder meer voor de “grondrechten van de vreemdelingen”, waarvan sprake is in het ontworpen artikel 2: de aanpassing, de inperking, de bescherming en de bevordering ervan ressorteren dus geenszins onder de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid.

Benevens die problemen op het stuk van de verdeling van de bevoegdheden onder de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, doet zich nog een ander probleem voor, dat weliswaar verband ermee houdt, voortvloeiend uit het feit dat de taken van het federaal Centrum opgericht bij het voorliggende voorontwerp, niet duidelijk onderscheiden zijn van de taken van het interfederaal Centrum opgericht bij het voornoemde samenwerkingsakkoord.

Naar luid van artikel 3, § 1, a), van dat akkoord bestaat de taak van het interfederaal Centrum immers mede in “het bestrijden van elke vorm van discriminatie, onderscheid, uitsluiting, beperking, uitbuiting of voorkeur op grond van [...] nationaliteit [...]”. Een zodanige taak lijkt *a priori* te vallen onder de meer algemene taak bestaande in het “waken over het respect van de grondrechten van de vreemdelingen”, die volgens het ontworpen artikel 2 nochtans toekomt aan het federaal Centrum.

Teneinde het aantal aldus vastgestelde problemen te beperken moet volgens de Raad van State gekozen worden voor een van de volgende twee oplossingen.⁷ Ofwel worden het dispositief en de memorie van toelichting van het voorliggende voorontwerp aldus herzien dat de taken van het federaal Centrum duidelijker afgebakend worden, zowel wat betreft de

³ Zie ook advies 48.892/AV van 7 december 2010 over een wetsvoorstel ‘tot oprichting van een Centrum ter bevordering van de taalverscheidenheid’ (*Parl.St.* Kamer 2010-11, nr. 53-435/2, 9): “Zo ook moeten buiten iedere context die verband houdt met de fundamentele rechten en de vrijheden, wanneer een beleidsniveau een instelling opricht die belast wordt met opdrachten die stimulerende maatregelen omvatten in een bepaald aantal aangelegenheden en het aldus de doelmatigheid van de in dat kader gevoerde beleidslijnen wil concretiseren, deze opdrachten behoren tot de bevoegdheid van dit beleidsniveau”.

⁴ Zie in die zin eveneens het voornoemde advies 48.892/AV, p. 11 en 12.

⁵ Met toepassing van hetgeen artikel 138 van de Grondwet toestaat, heeft de Franse Gemeenschap de uitoefening van die bevoegdheid overgeheveld naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie. Zie artikel 3, 7°, van decreet II van 19 juli 1993 ‘tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie’.

⁶ Voornoemd advies 48.858/AV, p. 9, en talrijke verwijzingen aangehaald in de voetnoten 27, 28 en 29.

⁷ Zie eveneens voornoemd advies 48.892/AV, p. 3.

aangelegenheden die onder de gemeenschappen en de gewesten ressorteren, als wat betreft de taken die het samenwerkingsakkoord aan het interfederaal Centrum toevertrouwt. Ofwel worden de opbouw van de hervorming zoals uitgewerkt in het voorliggende voorontwerp en in het samenwerkingsakkoord zelf grondig herzien, wat zich kan vertolken in het afzien van het voornemen om naast het interfederaal Centrum een federaal Centrum op te richten, en in het toevoegen, aan de taken toegewezen aan het interfederaal Centrum, van de taken die het voorliggende voorontwerp aan het federaal Centrum wil verlenen.

B. Noodzaak van wetswijzigingen achteraf

3. Zoals hierboven is opgemerkt, heft het voorliggende voorontwerp de voornoemde wet van 15 februari 1993 niet op, maar vormt het deze wet om tot de wet ‘tot oprichting van een federaal centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel’.

Deze werkwijze gaat evenwel niet gepaard met de noodzakelijke aanpassingen in andere wetgeving, meer bepaald in de wet van 30 juli 1981 ‘tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’ en de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’.

Artikel 31 van de voornoemde wet van 30 juli 1981 en artikel 29 van de voornoemde wet van 10 mei 2007 maken “het Centrum” bevoegd om in rechte op te treden in de geschillen waartoe de respectieve wetten aanleiding kunnen geven.⁸ Het Centrum is daarbij, telkens volgens de definitie in artikel 4 van de twee wetten het “Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding opgericht bij de wet van 15 februari 1993”.

Er zal bijgevolg verwezen moeten worden naar het nieuwe Interfederaal Centrum, opgericht bij samenwerkingsakkoord.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 4 van de wet van 23 maart 1995 ‘tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd’, met dien verstande dat daar enkel sprake is van het centrum, zonder verwijzing naar de voornoemde wet van 15 februari 1993.

Artikel 32*duodecies*, eerste lid, 5°, van de wet van 4 augustus 1996 ‘betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk’ moet eveneens worden gewijzigd in zoverre het voorziet in de mogelijkheid voor het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding [om in rechte op te treden] in de geschillen die betrekking hebben op de domeinen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 15 februari 1993.

⁸ Artikel 29 van de voornoemde wet van 10 mei 2007, met uitzondering van de geschillen die betrekking hebben op discriminatie op grond van taal.

Teneinde rekening te houden met het nieuwe opschrift van de voornoemde wet van 15 februari 1993 en/of met de nieuwe benaming van de instelling opgericht bij het samenwerkingsakkoord moeten eveneens worden aangepast:

- artikel 57, § 1, 17°, van de basiswet van 12 januari 2005 ‘betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden’;
- artikel 26, derde en vierde lid, van de wet van 13 mei 1999 ‘houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten’;
- artikel 32, § 2, 4°, van de wet van 22 maart 1999 ‘houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken’;
- artikel 8, § 7, van de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

DISPOSITIEF

Artikel 1

4. Naar luid van artikel 1 van het voorontwerp zou het volgens de volledig bicamerale procedure behandeld moeten worden. In het voorontwerp komt evenwel geen enkele bepaling voor die onder deze procedure valt.⁹ In artikel 1 dient dan ook verwezen te worden naar artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 5

5. Het ontworpen artikel 3, tweede lid, 5°, van de voornoemde wet van 15 februari 1993 machtigt de Koning om bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de lijst van de wetten uit te breiden op grond waarvan het federaal Centrum in rechte kan optreden. De aldus verleende machtiging is te onduidelijk en te ruim: het kader ervan bestaat slechts in een verwijzing naar de al even ruim en weinig duidelijk omschreven taken die het ontworpen artikel 2 toewijst aan het federaal Centrum.¹⁰ Tal van federale wetten lijken immers geheel of gedeeltelijk verband te houden met de problematiek van de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen. De memorie van toelichting en het dispositief van het

⁹ Dat is ook het geval voor artikel 5 van het voorontwerp: de regeling van het optreden in rechte kan niet gerekend worden tot “de organisatie van de hoven en rechtbanken” zoals bedoeld in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet.

¹⁰ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft eerder reeds opgemerkt “dat een te grote opdracht van bevoegdheid aan de Koning niet noodzakelijk aanvaardbaar wordt door het koninklijk besluit te onderwerpen aan het vormvereiste van het overleg in de Ministerraad, zoals in dezen het geval is” (voornoemd advies 48.892/AV, p. 15; advies 41.360/4 van 23 oktober 2006 over een voorontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot de wet van 22 januari 2007 ‘tot wijziging van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen en van de wet van 30 juli 1926 tot instelling van een onderzoeksraad voor de scheepvaart’ (*Parl.St.* Kamer, 2006-07, nr. 2746/1).

voorliggende voorontwerp moeten dus worden herzien, zodat de aldus verleende machtiging nader gepreciseerd wordt.

Artikel 9

6. De datum van inwerkingtreding van de voorgestelde wet ontbreekt. Indien het de bedoeling is van de auteurs van het voorontwerp om de gebruikelijke regels inzake de inwerkingtreding te volgen (de tiende dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*), kan artikel 9 beter worden weggelaten. Het is ook mogelijk om de datum van inwerkingtreding af te stemmen op de datum van inwerkingtreding van het voorontwerp waarover heden advies 52.675/VR wordt gegeven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Marnix VAN DAMME